

Enrique BARON CRESPO

INTERVENTION DU PRESIDENT DU PE, M. ENRIQUE BARON CRESPO, DEVANT LE CONSEIL DE MAASTRICHT - 9 DECEMBRE 1991

Monsieur le Président,

Il y a un an à Rome, vous avez donné une impulsion déterminante à la Communauté en l'engageant sur la voie de l'Union Européenne par la réalisation d'une Union Politique et d'une Union Economique et Monétaire fondées sur la légitimité démocratique et l'efficacité des Institutions. Et vous l'avez fait, conscients de la nécessité de donner une réponse, d'une part au soutien de nos sociétés à l'Union et, d'autre part, aux bouleversements de l'Histoire. Le Parlement européen vous a alors apporté son appui inconditionnel.

D'un point de vue interne, l'idée motrice de l'Acte unique, le Marché intérieur, nous a préparés à l'étape suivante. Sur la scène internationale, la Communauté est plus que jamais une force d'attraction.

Modèle d'intégration régionale, elle doit, au plan continental : assurer la mise en oeuvre de l'Espace Economique Européen, déterminer son approche globale des adhésions, offrir un espoir aux pays de l'Europe centrale et orientale, soutenir l'intégration de la zone balte, oeuvrer en faveur de l'espace méditerranéen, tenter d'éviter la désagrégation de l'ex-URSS et poursuivre ses efforts de paix en Yougoslavie pour enrayer le processus de balkanisation.

Ses responsabilités à l'échelle mondiale sont tout aussi importantes : aider aux regroupements régionaux, en Amérique latine et en Asie où la démocratie se consolide, appelant l'intégration, en Afrique où les soubresauts du totalitarisme n'autorisent que de timides tentatives d'union, et enfin, au Moyen-Orient, où l'Europe a un rôle de premier plan à jouer. Si, par le passé, les nations européennes se sont lancées dans l'aventure coloniale, aujourd'hui, l'Europe unie a les moyens et le devoir de contribuer à l'instauration d'un ordre mondial plus juste.

Que d'événements en une année ! Ils ne peuvent que vous inciter à progresser sur le chemin tracé à Rome. Mais où en est-on, après une année des travaux des Conférences intergouvernementales ?

D'ici demain, vous pouvez redresser la barre. Pour le Parlement européen, le cap à suivre est le suivant :

La Communauté doit tout d'abord reposer sur un Traité unitaire et cohérent. Cela exige de ne pas rompre avec une philosophie qui suppose une personnalité juridique pour l'Union, des institutions communes et des procédures décisionnelles analogues ? Nous le savons, la communautarisation immédiate de toutes les matières pose problème. Et si une certaine progressivité semble inévitable, vous devez prendre d'ores et déjà un engagement précis de procéder, au plus tôt, à une pleine communautarisation des politiques essentielles à l'Union européenne.

C'est ainsi, qu'en matière de politique étrangère et de sécurité commune, la communautarisation de la PESC nous est imposée par le vent de l'histoire. Or, sur ce sujet, la Conférence pouvait faire simple; elle a fait compliqué. Pour notre institution, il appartient au Conseil européen de décider des intérêts communs à l'unanimité et au Conseil des Ministres, de prendre les mesures d'application à la majorité qualifiée. Et ce, en assurant la co-initiative de la Commission et la pleine participation du Parlement Européen à son élaboration et à son contrôle. Or, les Ministres des Affaires étrangères envisagent, généreusement, de nous concéder un droit d'"information" ou de "consultation" facultative ! Autrement dit, le Parlement européen serait mis au courant après lecture de la presse.

En fait, votre choix est simple : ou vous décidez du maintien de l'intergouvernemental, et alors, parlons de coopération politique. Ou vous ouvrez la voie, par une procédure adéquate, à une réelle politique extérieure et de sécurité commune et dès lors, l'Europe sera présente en tant que telle sur la scène internationale. Et ceci en admettant l'approche graduelle qui permet de maintenir une certaine dose d'intergouvernemental, afin, à partir de l'expérience, de progresser pas à pas.

Le débat Union/UEO - UEO/OTAN ne sert qu'à camoufler la volonté de ceux qui ne veulent pas d'une identité européenne de défense. Oui, il est possible, à moyen terme, d'intégrer l'UEO dans l'Union. Oui, la complémentarité entre une défense européenne autonome et l'OTAN est réalisable. L'OTAN elle-même n'a-t-elle pas reconnu l'existence de cette identité européenne ? Je vous rappelle qu'il y a 30 ans, le Président Kennedy parlait déjà de la nécessité d'un pilier européen de l'Alliance Atlantique.

Le même raisonnement vaut pour les questions relatives à la communautarisation des affaires intérieures et judiciaires.

Voilà pour l'Union politique.

Quant à l'Union économique et monétaire, je ne reviendrai ni sur le lien qu'elle doit avoir avec l'Union politique ni sur le parallélisme des procédures que nous souhaitons au nom de la démocratisation des institutions. Mais j'insisterai sur deux aspects :

Nous devons tout d'abord avoir la certitude que l'ECU,

monnaie unique, verra le jour au plus tôt, et cela, par un vote à la majorité qualifiée. Surtout, évitez toute clause libératoire : l'"opting out", fatal à notre entreprise commune.

Deuxièmement, l'Union économique et monétaire doit être au service des citoyens et de la cohésion économique et sociale. Elle ne doit pas rester le parent pauvre du Traité. Le système monétaire européen, en fortifiant les monnaies communautaires et en créant un pôle de stabilité, représente bien un facteur de cohésion dont nous bénéficions déjà et qui va bien au-delà des débats politiques. Une monnaie unique, c'est bien. Un développement harmonieux de l'ensemble des Etats et des Régions de la Communauté, c'est mieux. A ce propos, j'attire votre attention sur les conclusions de la Conférence Parlement Européen/Régions qui s'est tenue à Strasbourg du 27 au 29 novembre dernier.

En consacrant la cohésion économique et sociale dans les Traités, vous en ferez l'un des noyaux de l'Union européenne. Il s'agit de combler les disparités économiques grâce à une politique économique et monétaire commune fondée sur un principe de progressivité et de capacité contributive. C'est dans cette optique que je vous demande de faire vôtre la récente proposition de la Commission Européenne.

Par ailleurs, le Parlement européen et avec lui les forces sociales, n'admet pas les hésitations de certains à inclure la politique sociale dans le champ d'action de l'Union. Si le Conseil européen de Maastricht laisse les travailleurs en marge de l'intégration européenne, il consacrera une Europe instituant deux classes de citoyens.

Les rouages institutionnels de la Communauté doivent également répondre à cette exigence démocratique fondamentale qu'est la double légitimité. Elle découle du double vote émis par nos concitoyens.

Notre postulat est simple : organiser les relations du couple Parlement Européen-Conseil, sur la base de la co-décision législative. Il s'agit là d'une pierre angulaire de l'Union européenne. On ne peut mettre en commun des attributs de la souveraineté aussi essentiels que ceux qu'impliquent l'UEM et l'UP sans accepter de conférer au Parlement Européen les pouvoirs qui, dans toute structure démocratique, doivent revenir à un parlement.

Or, au terme d'une procédure compliquée à l'absurde, la Conférence ne nous propose ni plus ni moins que l'évincement du témoin gênant d'une construction européenne bancal. Le Parlement Européen ne veut pas être le témoin d'une Communauté essouffée. Il veut être l'un des protagonistes d'une Europe des Douze porteuse d'avenir. Pour nous, co-décider signifie décider conjointement. Pour certains protagonistes de la Conférence, co-décision est synonyme de droit de rejet. Qu'ils consultent le dictionnaire ! En fait, cette procédure conduit au suicide politique de notre institution. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons la suppression pure et simple de la troisième lecture.

4

En outre, le champ d'application qui nous est offert est réduit à la portion congrue. Pour le Parlement, toutes les décisions prises à la majorité qualifiée par le Conseil impliquent la co-décision. Quant aux procédures constitutionnelles - notamment celles de révision des Traités -, et aux mécanismes qui continueraient à faire l'objet d'un vote à l'unanimité, ils devront recueillir l'avis conforme du Parlement Européen. Dois-je rappeler que la Conférence des Parlements de la Communauté de Rome en novembre 1990 s'est prononcée en ce sens ?

Il y a une manière bien plus simple de régler la co-décision. Je veux parler de la procédure budgétaire, compétence qui confère tout son sens au pouvoir de tout parlement démocratique. Elle a en outre l'avantage d'être étayée par l'expérience tirée des "accords interinstitutionnels".

Je vous propose de vous en inspirer pour établir la procédure de co-décision législative. J'ai expliqué aux Ministres des Affaires étrangères les vertus de cette dernière, en insistant sur la notion de loyauté communautaire. Bien que non-inscrite dans les Traités, elle nous a permis de mettre la Communauté sur les rails de l'assainissement financier. Je vous propose donc d'étendre le mécanisme de décision budgétaire au domaine législatif. Les voies de la conciliation doivent toutes être explorées et leurs résultats faire l'objet d'un vote positif par le Conseil et le Parlement Européen.

Justement, à propos du thème budgétaire, je tiens à vous dire qu'il est indispensable de compléter le pouvoir budgétaire de notre institution. Outre l'octroi de l'avis conforme sur la révision des ressources propres, qui rendra effectif le principe "pas d'imposition sans représentation", il est nécessaire d'affirmer le principe d'unité budgétaire et d'abolir la distinction entre les Dépenses Obligatoires et les Dépenses Non Obligatoires. Nous y gagnerions ainsi une simplification du processus.

Monsieur le Président,

La démocratisation implique aussi la légitimation de l'exécutif communautaire. Je veux parler de l'assise démocratique de la Commission. Sur ce terrain, nous sommes proches de l'accord mais il y manque l'élément-clé : à savoir la simultanéité des mandats entre le Parlement Européen et la Commission. Pour donner tout son sens à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, et pour que la Commission lui soit liée par un cordon ombilical démocratique, il est indispensable d'inscrire cette coïncidence des mandats dans les Traités.

Mais cette démocratisation, pour être complète, doit s'accompagner du débat politique européen. Les Présidents des partis démocrate-chrétiens, socialistes et libéraux, regroupés au niveau européen, souhaitent la reconnaissance de leurs formations et de leur fonction démocratique dans les Traités. Il me paraît inutile d'insister sur le sens d'une proposition qui permettrait à notre prochaine législature d'être le

fruit d'un débat politique européen authentique. Finalement, nous aurons enfin de véritables élections européennes.

De même, le Parlement Européen vous demande que vous preniez une décision qui permette aux 17 millions de nouveaux citoyens de la Communauté de voter en tant qu'Européens.

Monsieur le Président,

Enfin, la mise en oeuvre de l'Union européenne ne se conçoit pas sans une collaboration étroite et suivie entre le Parlement Européen et les Parlements nationaux. Faites confiance à la volonté exprimée par la Conférence des Parlements de la Communauté lorsqu'ils délibèrent de leurs relations communes. Nous sommes décidés à renforcer des liens déjà solides, - plus de cent réunions depuis la mise en vigueur de l'Acte unique -. Nous sommes d'accord sur l'organisation d'une "conférence" des Parlements, qui se justifie au moment de la discussion d'orientations essentielles pour la Communauté.

Ne prétendez pas, à travers l'institutionnalisation d'un "congrès" ou d'une "conférence" résoudre le problème du double déficit démocratique. Il appartient aux Parlements nationaux de contrôler leur exécutif et au Parlement Européen de contrôler le Conseil. Un tel organe hybride n'ajouterait qu'à la confusion. Et surtout, il symboliserait une Communauté réduite aux acquêts, c'est-à-dire à l'intergouvernemental.

Le 6 décembre dernier, lors de sa réunion à Bruxelles, la Conférence des Présidents des Parlements de la Communauté a adopté un appel, qui rappelle la déclaration finale de Rome et "invite les Chefs d'Etat et de gouvernement à être tout particulièrement attentifs à la dimension démocratique des nouveaux développements envisagés pour la construction européenne".

Monsieur le Président,

le Parlement européen, est convaincu que la Communauté doit être fidèle à ses objectifs de départ et pour cela, avancer vers une Union européenne de type FEDERAL.

Il serait paradoxal à ce stade que vous amendiez la Déclaration Schuman en supprimant sa conclusion, ou pire encore, que cette noble expression, consacrée par nombre de nos constitutions, se réduise, après marchandage, à une peau de chagrin.

Pour conclure, permettez-moi de retourner à la source de l'Union européenne, source qui sera son couronnement. Je veux parler de la citoyenneté européenne. Nous voulons en faire le ciment de l'Union. Elle sera, pour chacun de nos concitoyens, le signe de l'appartenance à un avenir commun.

Et un projet commun suppose que nous soyons capables de défendre les valeurs fondamentales sur lesquelles se sont édifiées nos sociétés

démocratiques. Face à la résurgence des démons du passé, l'Europe des Douze doit traduire en mesures communautaires concrètes la déclaration interinstitutionnelle contre le racisme et la xénophobie que le Parlement Européen, le Conseil et la Commission ont signée au mois de juin 1986.

Voilà, Monsieur le Président, Messieurs les Membres du Conseil européen, ce que le Parlement européen attend de vos travaux. Tous, nous en attendons le succès. Nous sommes conscients des difficultés que vous rencontrez pour parvenir à un accord à 12. Mais cet accord ne doit pas être signé à n'importe quel prix.

Lors de sa dernière session, le Parlement européen a déclaré que si le projet restait dans l'état des travaux des Conférences intergouvernementales, il se verrait contraint de le rejeter.

Ce droit n'est pas inscrit dans les Traités ; il est une responsabilité politique morale que nous avons assumé pour que vos décisions soient à la hauteur du défi historique que vous avez accepté.

Si la même volonté de poursuivre vous anime, et permettez-moi cette note personnelle au moment de ma dernière apparition devant un Conseil Européen composé, sans exception, de personnalités plus expérimentées au plan politique et parlementaire que celui qui vous parle, je suis convaincu que vous parviendrez à un accord, capital pour tous.

Je vous remercie.

DISCORSO DEL PRESIDENTE DEL PARLAMENTO EUROPEO

on. ENRIQUE BARON CRESPO

AL CONSIGLIO EUROPEO DI MAASTRICHT

9 dicembre 1991

Signor Presidente, Signori Membri del Consiglio europeo,

nella riunione tenuta l'anno passato a Roma avete deciso di dare un impulso determinante al processo di evoluzione della Comunità verso l'Unione europea mediante la realizzazione dell'Unione politica e dell'Unione economica e monetaria, ambedue fondate sulla legittimità democratica e sull'efficienza delle istituzioni. E ciò è stato fatto nella consapevolezza dell'esigenza dell'Europa dei Dodici di fornire una risposta, da un lato, ai progressi realizzati dalle nostre società verso l'Unione e, dall'altro, ai vertiginosi rivolgimenti storici che si stanno verificando nel panorama internazionale. Non mancherà pertanto l'appoggio totale e incondizionato del Parlamento europeo.

Sul piano interno, l'idea centrale del Mercato unico ribadita nell'Atto unico europeo ci ha indotto a preparare il passo successivo. Grazie a ciò la Comunità rappresenta, oggi più che mai, un polo di attrazione tanto nel continente europeo quanto nel resto del mondo.

Assurgendo a modello di integrazione regionale, la Comunità sta realizzando, su scala continentale, la creazione dello spazio economico europeo, adottando una strategia tale da consentire future adesioni e offrendo quindi una speranza ai paesi dell'Europa centrale e orientale. Tra l'altro, occorre ricordare problemi quali l'integrazione dell'area baltica, la promozione di azioni di sviluppo nell'area mediterranea, il consolidamento dell'ex Unione Sovietica e la pacificazione in Jugoslavia.

A livello mondiale, le responsabilità della Comunità si stanno moltiplicando: è necessario appoggiare le iniziative di integrazione regionale in America Latina e in Asia, dove la democrazia è in via di consolidamento, nonché lanciare un appello a favore dell'integrazione in Africa e, non da ultimo, nel Medio Oriente, dove l'Europa è chiamata a svolgere un ruolo importante. Se in passato gli Stati europei si sono lanciati nell'avventura coloniale, oggi l'Europa unita può e deve contribuire alla creazione di un assetto mondiale più giusto.

La portata degli avvenimenti dell'anno passato non può che spronare a proseguire sulla buona strada intrapresa a Roma, ed è sulla preparazione di questa tappa che si sono imperniati i lavori delle Conferenze intergovernative.

Nei prossimi due giorni il Consiglio avrà la possibilità di ristabilire la rotta: secondo il Parlamento europeo, la direzione da prendere è questa:

in primo luogo, la Comunità deve fondarsi su un trattato unico e concepito in modo organico, il che significa che non ci si deve allontanare dai principi di un'unica personalità giuridica per l'Unione, di istituzioni comuni e di procedure analoghe per l'adozione delle decisioni. Siamo consapevoli dei problemi che comporta l'affrontare immediatamente sul piano comunitario tutte le materie, ma se una certa gradualità risulta inevitabile, il Consiglio dovrebbe fin da ora assumersi espressamente l'impegno di procedere, quanto prima possibile, a quella che chiameremo "comunitarizzazione" delle politiche essenziali ai fini dell'Unione europea.

In materia di politica estera e di sicurezza comune, tale comunitarizzazione ci viene imposta dagli stessi eventi storici. Tuttavia, invece di semplificare

gli aspetti di tale questione, la Conferenza li ha complicati: secondo la nostra istituzione spetta al Consiglio europeo, all'unanimità, decidere in merito agli interessi comuni, e al Consiglio dei ministri, a maggioranza qualificata, adottare le relative misure di applicazione - sempre garantendo la facoltà di coiniziativa della Commissione e la piena partecipazione del Parlamento europeo all'elaborazione e al controllo di tale politica. I Ministri degli affari esteri propongono invece di conferire al Parlamento europeo un mero diritto di "informazione" o di "consultazione" facoltativa - il che significa che saremmo informati di ciò che accade dalla stampa.

Di fatto, la scelta che si presenta al Consiglio è semplice: o si decide a favore del mantenimento della cooperazione intergovernativa, seguendo quindi il principio della cooperazione politica, oppure si crea la possibilità, istituendo una procedura adeguata, di elaborare un'autentica politica estera e di sicurezza comune: unica scelta questa che consentirà all'Europa di essere presente come tale sulla scena internazionale, pur ricorrendo a un'impostazione graduale e progressiva che permetta di mantenere un certo grado di cooperazione intergovernativa, in modo da avanzare mano a mano sulla base dell'esperienza.

Il dibattito Unione/UEO - UEO/NATO non ha altro scopo che quello di celare la volontà di chi è contrario a un'identità europea ai fini della difesa. Riteniamo che sia possibile nel medio periodo integrare la UEO nell'Unione, e crediamo altresì nella complementarità tra una difesa europea autonoma e la NATO, come proprio quest'ultima organizzazione ha riconosciuto nella riunione svoltasi di recente a Roma. Desidero inoltre ricordare che già trent'anni fa Kennedy parlava dell'esigenza di un pilastro europeo per l'Alleanza atlantica.

Il medesimo ragionamento è valido per quanto riguarda la comunitarizzazione degli affari giuridici e di politica interna.

In quanto all'Unione economica e monetaria, non desidero insistere sulla necessità di affiancarla all'Unione politica e di realizzare il parallelismo tra le procedure auspicato dal Parlamento ai fini della democratizzazione delle istituzioni. Segnalerò unicamente due aspetti:

In primo luogo, desideriamo avere la certezza che l'ecu, moneta unica, veda la luce quanto prima, e mediante una votazione a maggioranza qualificata. Sarebbe opportuno che il Consiglio evitasse le clausole liberatorie,

quell'"opting out" tanto nefasto per la nostra impresa comune.

In secondo luogo, la UEM deve essere al servizio dei cittadini e promuovere la coesione economica e sociale, che nell'ambito del trattato non dovrebbe certo rivestire il ruolo del parente povero. Il sistema monetario europeo, rafforzando la posizione delle monete comunitarie reciprocamente legate e creando una base di stabilità, di fatto rappresenta un elemento di coesione che va ben oltre i negoziati politici e di cui effettivamente stiamo già beneficiando. Una moneta unica è sicuramente un fatto positivo, ma essa deve contribuire anche allo sviluppo armonioso dell'insieme degli Stati e delle regioni della Comunità. A tal riguardo, desidero richiamare la Vostra attenzione sulle conclusioni della recente Conferenza PE/Regioni d'Europa.

Sancendo nei trattati il principio della coesione economica e sociale, il Consiglio ne farà uno degli assi portanti dell'Unione europea. Si tratta di ridurre le disparità economiche adottando una politica economica e monetaria comune, fondata sui principi della progressività e della capacità contributiva. In tale prospettiva, mi permetto di chiedere al Consiglio di far propria la proposta di recente presentata dalla Commissione.

D'altra parte, il Parlamento europeo e con esso le forze sociali non ammettono dubbi per quanto riguarda l'inclusione della politica sociale nel campo di azione dell'Unione. Se il Consiglio europeo di Maastricht esclude i lavoratori dal contesto dell'integrazione europea, ciò equivarrà a legittimare un'Europa con due categorie di cittadini.

La Comunità, garantendo l'equilibrio istituzionale, deve parimenti rispondere alla fondamentale esigenza democratica della duplice legittimità derivante dal duplice voto espresso dai cittadini.

La nostra richiesta è semplice: si tratta di organizzare le relazioni del Parlamento e del Consiglio sulla base della ripartizione del potere legislativo, ossia di un processo legislativo codecisionale. E' questa una pietra angolare dell'Unione europea: non si possono condividere attributi della sovranità tanto essenziali come quelli che comportano la UEM e l'Unione politica, senza accettare di conferire al Parlamento europeo il ruolo e i poteri che sono propri di questo organo in ogni struttura democratica.

La Conferenza ci propone, al termine di un processo complicato ai limiti dell'assurdo, né più né meno che l'esclusione del testimone scomodo. Il Parlamento non vuole essere il testimone di una Comunità senza respiro; al contrario, vuole essere invece uno dei protagonisti di un'Europa dei Dodici ricca di energie e di prospettive. A nostro avviso, codecidere significa decidere congiuntamente, mentre pare che per una maggioranza dei membri della Conferenza codecisione sia sinonimo di diritto di veto. Costoro dovrebbero consultare il dizionario. Di fatto, tale procedura porterebbe al suicidio politico del Parlamento, per cui propongo la soppressione pura e semplice della terza lettura.

D'altra parte, l'ambito di applicazione offertoci è ridotto ai minimi termini. Secondo il Parlamento europeo, tutte le decisioni adottate a maggioranza qualificata dal Consiglio implicano la codecisione. Per quanto riguarda i procedimenti costituzionali e in particolare quelli di revisione dei trattati, nonché le decisioni adottate all'unanimità, sarà necessario il parere conforme del Parlamento europeo. Ritengo inutile ricordare i termini esatti in cui si è pronunciata ai medesimi effetti la Conferenza dei

Parlamenti della Comunità svoltasi nel novembre del 1990.

Esiste una maniera molto più semplice per disciplinare il processo di codecisione, che presenta inoltre il vantaggio di fondarsi sull'esperienza: la "constitutional convention", relativa ai poteri fondamentali di ogni parlamento democratico - ossia quelli in materia di bilancio. Propongo al Consiglio di basarsi su tale procedura per istituire il processo legislativo codecisionale. Ne ho illustrato i vantaggi ai Ministri degli affari esteri partendo dal concetto di lealtà comunitaria - virtù che, sebbene non ancora inclusa nei trattati, è essenziale ai fini del nostro buon funzionamento. Di fatto, ci ha consentito di risanare le finanze della Comunità europea. Vi propongo pertanto di estendere il meccanismo di bilancio all'ambito legislativo: vanno sfruttate al massimo le possibilità della concertazione e i relativi risultati devono formare l'oggetto di un voto positivo in seno al Consiglio e al Parlamento europeo.

Sempre per quanto riguarda i temi di bilancio, desidero chiederVi di ampliare le nostre competenze. Oltre al parere conforme sulla revisione delle risorse proprie, per attuare praticamente il principio noto come "no taxation without representation", è necessario applicare il principio dell'unità di bilancio e abolire l'attuale distinzione tra spese obbligatorie e non obbligatorie, il che comporterebbe anche il vantaggio di una semplificazione della procedura.

Senonché, siamo ancora lungi da ciò nel progetto di trattato propostoVi dalla Presidenza.

Signor Presidente,

la democratizzazione comporta anche la legittimazione dell'esecutivo comunitario, e con ciò mi riferisco al sostegno democratico della Commissione. A tal riguardo, siamo molto vicini ad un accordo, ma a nostro avviso manca un elemento fondamentale, ossia la simultaneità dei mandati del Parlamento e della Commissione. Affinché l'elezione del Parlamento europeo a suffragio universale diretto acquisti un significato autentico, e affinché la Commissione abbia una matrice veramente democratica, è indispensabile che tale principio della simultaneità dei mandati sia incluso nei trattati.

Per attuare una piena democratizzazione, sarebbe opportuno promuovere qualsiasi azione possa contribuire ad agevolare il dibattito politico europeo. I presidenti dei raggruppamenti europei di partiti democristiani, socialisti e liberali auspicano un riconoscimento nei trattati dei partiti politici e della loro funzione democratica. Ritengo superfluo tediarVi illustrandoVi una proposta volta a far sì che la nostra prossima legislatura emerga da un autentico dibattito politico europeo, tale da sfociare infine in vere e proprie elezioni europee.

Il Parlamento europeo Vi chiede altresì di adottare una decisione che consenta ai 17 milioni di nuovi cittadini comunitari di votare da europei.

Signor Presidente,

a nostro avviso l'Unione europea è inconcepibile in assenza di una collaborazione stretta e continua tra il Parlamento europeo e i parlamenti nazionali. Vi sarei grato se voleste credere nella volontà espressa dalla Conferenza dei Parlamenti della Comunità in merito alle loro relazioni comuni. Siamo determinati a rafforzare relazioni in gran parte già consolidate - si

pensi che dall'entrata in vigore dell'Atto unico europeo abbiamo tenuto oltre cento riunioni - e concordiamo sul fatto che l'organizzazione di una Conferenza dei Parlamenti trova la sua piena giustificazione nel momento in cui si discutono gli orientamenti essenziali per la Comunità. Non si pretenda tuttavia di risolvere il problema del duplice deficit democratico istituzionalizzando un "congresso" o una "conferenza": i parlamenti nazionali devono controllare i rispettivi esecutivi, e il Parlamento europeo deve controllare il Consiglio dei Ministri.

La creazione di un nuovo organo ibrido non avrebbe altro risultato che di aumentare la confusione, simboleggiando la Comunità unicamente nei suoi aspetti di, per così dire, "beni comuni", ossia, in altre parole, nei suoi aspetti intergovernativi.

Lo scorso 6 dicembre, durante la riunione tenuta a Bruxelles, la Conferenza dei Presidenti dei Parlamenti della Comunità ha approvato un comunicato in cui ricorda i termini della sua Dichiarazione finale di Roma, ossia invita i Capi di Stato e di Governo a prestare particolare attenzione alla dimensione democratica dei nuovi progressi previsti sulla strada della costruzione europea.

Signor Presidente,

il Parlamento europeo è convinto che la Comunità debba mantenersi fedele ai suoi obiettivi originari, e pertanto debba continuare a progredire verso un'Unione europea di tipo federale.

Sarebbe paradossale, a questo punto, procedere ad una modifica della dichiarazione Schuman sopprimendone le conclusioni, o, peggio ancora, trasformare questa nobile espressione - sancita dalle costituzioni di numerosi Stati membri - in vile moneta di scambio, strappando così una parte del prezioso patrimonio comunitario per barattarla con qualcosa che rimane un'incognita.

In conclusione, mi si consenta di ricordare il principio all'origine dell'Unione europea, che ne rappresenterà anche il coronamento: mi riferisco con ciò alla cittadinanza europea, che a nostro avviso costituisce il cemento dell'Unione. Per ognuno dei nostri concittadini la cittadinanza sarà il simbolo dell'appartenenza a un progetto comune, e un progetto comune implica da parte nostra la capacità di difendere i valori su cui si fondano le nostre società democratiche.

Di fronte al risorgere di antichi spettri, la Comunità europea deve applicare in concreto con misure comunitarie la Dichiarazione interistituzionale contro il razzismo e la xenofobia sottoscritta nel giugno del 1986 dal Parlamento europeo, dal Consiglio e dalla Commissione.

Ecco dunque, Signor Presidente e Signori Membri del Consiglio europeo, una sintesi delle speranze che il Parlamento ripone nei Vostri lavori. Tutti aspiriamo al successo e siamo consapevoli delle difficoltà intrinseche nel pervenire ad un accordo a Dodici, il che del resto non giustifica che lo si debba raggiungere ad ogni costo.

Nel corso dell'ultima tornata il Parlamento europeo ha dichiarato che, qualora il progetto di trattato rimanga quello della proposta emersa dalle Conferenze intergovernative, si vedrà costretto a respingerlo.

Tale diritto non è previsto dai trattati, ma è una responsabilità politica e morale che ci siamo assunti affinché le Vostre decisioni possano essere all'altezza della sfida storica da Voi raccolta.

Se continuerete ad essere animati dalla stessa volontà - e mi si consenta questa osservazione di carattere personale al momento di porgere i miei saluti ad un Consiglio formato, senza eccezione, da personalità dotate di maggior esperienza politica e parlamentare di chi Vi parla - sono certo che sarete in grado di pervenire ad un accordo di importanza vitale per tutti.

Grazie infinite.

TOESPRAAK VAN DE VOORZITTER VAN HET EUROPEES PARLEMENT

E. BARON CRESPO

GERICHT TOT DE EUROPESE RAAD VAN MAASTRICHT

9 DECEMBER 1991

Geachte voorzitter, leden van de Europese Raad:

Een jaar geleden besloot U in Rome een beslissende impuls te geven aan de Gemeenschap en de vooruitgang in de richting van de Europese Unie door de verwezenlijking van de Politieke Unie en de Economische en Monetaire Unie, gebaseerd op de democratische legitimiteit en de doelmatigheid van de instellingen. U besloot hiertoe met het oog op de noodzaak voor het Europa van de Twaalf om te reageren op, enerzijds, het niet aflatende streven van onze samenlevingen naar de Unie en, anderzijds, op de zo ingrijpende veranderingen die zich momenteel op het wereldtoneel aan het voltrekken zijn. U kon dan ook rekenen op de volledige en onvoorwaardelijke steun van het Europees Parlement.

Op het interne vlak heeft het plan van de interne markt, waaraan met de Europese Akte nieuw elan is gegeven, het ons mogelijk gemaakt de volgende stap voor te bereiden. Dank zij dit idee van de interne markt oefent de Gemeenschap momenteel meer dan ooit op het Europese continent en in de rest van de wereld een aantrekkingskracht uit.

Door te veranderen in een regionaal integratiemodel is de Gemeenschap momenteel bezig om op continentale schaal gestalte te geven aan de Europese Economische Ruimte en een strategie te ontwerpen voor toekomstige toetredingen, hiermee de Midden- en Oosteuropese landen een hoopvol perspectief biedend. Voorts is de Gemeenschap betrokken bij de integratie van de Baltische regio; de ondersteuning van ontwikkelingsacties in het Middellandse-Zeegebied; steunverlening aan de voormalige Sovjetunie en de pogingen om in Joegoslavië de vrede te doen terugkeren.

Op mondiaal niveau hopen de verantwoordelijkheden van de Gemeenschap zich op: ondersteuning vna de regionale integratie in Latijns-Amerika en Azië, waar de democratie vaste voet aan de grond heeft gekregen, het stimuleren van de integratie in Afrika en, ten slotte, het Midden-Oosten, waar voor Europa een belangrijke rol is weggelegd. Stortten de Europese naties zich in vroeger tijden in koloniale avonturen, vandaag de dag kan en moet het Verenigd Europa een bijdrage leveren aan de totstandkoming van een rechtvaardiger wereldorde.

De reikwijdte van de gebeurtenissen van het afgelopen jaar moet voor U een stimulans zijn om de goede koers die in Rome werd uitgezet te vervolgen; op de intergouvernementele conferenties is gewerkt aan de voorbereiding van deze fase.

De komende twee dagen kunt U opnieuw de koers bepalen. Het Europees Parlement zou hierbij de volgende richting in willen slaan:

De Gemeenschap dient in de eerste plaats gebaseerd te zijn op een unitair en samenhangend verdrag. Dit betekent dat niet mag worden afgestapt van een concept waarbij wordt uitgegaan van een rechtspersoonlijkheid voor de Unie, gezamenlijke instellingen en analoge procedures voor de besluitvorming. Wij beseffen dat het onmiddellijk onder communautaire bevoegdheid plaatsen van alle beleidsvraagstukken problemen met zich meebrengt. Ofschoon een zekere geleidelijkheid onvermijdelijk is zult U echter nu tot duidelijke afspraken moeten komen om zo snel mogelijk alle beleidsterreinen die van essentieel belang zijn voor de Europese Unie tot een communautaire aangelegenheid te maken.

Ten aanzien van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid kan gezegd worden dat de "communautarisatie" van dit beleid een historische onvermijdelijkheid lijkt te zijn. De Conferentie heeft deze kwestie echter eerder ingewikkelder dan eenvoudiger gemaakt. Volgens onze instelling is het aan de Europese Raad om met algemene stemmen te besluiten over kwesties van communautair belang en aan de Raad van Ministers om met gekwalificeerde meerderheid de toepassingsmaatregelen vast te stellen. Hierbij moet het mede-initiatiefrecht van de Commissie en de volledige betrokkenheid van het Europees Parlement bij de uitwerking van en de controle op deze maatregelen gewaarborgd zijn. Ten aanzien hiervan stellen de ministers van Buitenlandse Zaken slechts een "informatierecht" of facultatief "adviesrecht" voor, hetgeen betekent dat wij pas op de hoogte zijn als wij de krant hebben gelezen.

In feite staat U gesteld voor een eenvoudige keuze: ofwel U besluit voor handhaving van de intergouvernementele samenwerking en dus voortzetting van de politieke samenwerking, ofwel U opent via de geëigende procedure de mogelijkheid van een daadwerkelijk gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid als de enige manier om Europa als zodanig op het internationale toneel te vertegenwoordigen. Dit zou moeten geschieden via de weg van geleidelijkheid, zodat het intergouvernementele aspect enigermate gehandhaafd blijft, ten einde stap voor stap te kunnen voortbouwen op opgedane ervaringen.

Het debat over Unie/WEU - WEU/NAVO dient slechts om het gebrek aan bereidheid te camoufleren van degenen die de defensie geen Europese identiteit willen geven. Wij denken dat het mogelijk is om de WEU op middellange termijn te integreren in de Unie en menen dat een autonome Europese defensie en de NAVO elkaar wederzijds kunnen aanvullen, zoals door deze laatste organisatie ook is erkend tijdens haar recente vergadering in Rome. Ik breng U in herinnering dat Kennedy 30 jaar geleden sprak van de noodzaak van een Europese pijler onder het Atlantisch Bondgenootschap.

Deze zelfde redenering gaat op voor de communautarisatie van juridische vraagstukken en kwesties die betrekking hebben op het binnenlands beleid.

Ten aanzien van de Economische en Monetaire Unie wil ik niet al te lang stilstaan bij de noodzaak dat deze in harmonie is met de Politieke Unie, noch bij het feit dat het Parlement voor beide unies parallelle procedures verlangt omwille van de democratisering van de instellingen. Ik wil slechts wijzen op twee aspecten:

Wij willen de zekerheid dat de ecu als enige valuta zo snel mogelijk en met steun van een gekwalificeerde meerderheid het licht ziet. U zoudt er goed aan doen vrijwaringsclausules en het voor onze gezamenlijke

onderneming zo funeste "opting out" te vermijden.

In de tweede plaats moet de EMU in dienst staan van de burgers en de economische en sociale samenhang, die niet het stiefkindje van het Verdrag mag worden. Het Europese monetaire stelsel versterkt de positie van de aan elkaar gekoppelde communautaire valuta en creëert een stabiel kader en vormt aldus een element van cohesie waar wij nu reeds van profiteren en dat in feite ver vooruitloopt op de politieke onderhandelingen. Eén enkele valuta is een goede zaak maar moet ook bijdragen tot de harmonieuze ontwikkeling van alle landen en regio's van de Gemeenschap. In dit verband vestig ik Uw aandacht op de conclusies van de conferentie EP/Europese regio's die onlangs is gehouden. Door de economische en sociale samenhang officieel op te nemen in de verdragen zult U dit tot een van de belangrijkste beleidsaspecten van de Europese Unie maken. Het gaat erom de economische verschillen te verkleinen met behulp van een gemeenschappelijk economisch en monetair beleid dat is gebaseerd op de beginselen van progressiviteit en contributievermogen. Met het oog hierop verzoek ik U het recente voorstel van de Commissie over te nemen.

Voorts duldt het Europees Parlement, met aan zijn zijde de diverse maatschappelijke krachten, geen twijfel aan de opnemng van het sociaal beleid in het werkerterrein van de Unie. Indien de Europese Raad van Maastricht de werknemers van de Europese integratie zou uitsluiten zou dit de totstandkoming betekenen van Europa van twee soorten burgers.

De Gemeenschap moet in haar institutionele spelregels tevens tegemoetkomen aan de fundamentele democratische eis van de dubbele legitimiteit die voortvloeit uit het dubbele stemrecht van de burgers.

Onze eis is heel eenvoudig: de betrekkingen tussen het Parlement en de Raad moeten worden geschoeid op de leest van een gedeelde wetgevende bevoegdheid en medebeslissingsrecht op het gebied van wetgeving. Het gaat hier om een hoeksteen van de Europese Unie. Essentiële soevereine attributen zoals die welke zijn gemoeid met de EMU en de Politieke Unie kunnen niet in handen worden gelegd van een gemeenschappelijke autoriteit zonder dat het Europees Parlement wordt uitgerust met de functie en de bevoegdheden die met een democratische structuur zijn verbonden.

Aan het eind van een welhaast absurd ingewikkelde procedure waagt de Conferentie het om ons de uitsluiting van pottenkijkers voor te stellen. Het EP weigert getuige te zijn van een Gemeenschap waar de fut uit is, het wil daarentegen een van de voorvechters zijn van een Europa van de Twaalf dat een toekomst heeft en kracht uitstraalt. Voor ons betekent medebeslissingsrecht het recht om mede te beslissen. Voor de meeste deelnemers aan de Conferentie staat medebeslissing gelijk met het recht van verwerping. Deze mensen doen er wellicht goed aan eens een woordenboek te raadplegen. De bovengenoemde procedure zou neerkomen op politieke zelfmoord van het Parlement en ik verzoek U derhalve de derde lezing eenvoudigweg af te schaffen.

Daarnaast zijn de ons geboden toepassingsmogelijkheden minimaal gehouden. Het EP is voorstander van medebeslissing over alle besluiten die met gekwalificeerde meerderheid door de Raad zijn genomen. Voor wat betreft de constitutionele procedures, hoofdzakelijk die met betrekking tot de herziening van de verdragen, en de met algemene stemmen genomen besluiten, zal de instemming van het Europees Parlement noodzakelijk zijn. Ik geloof niet dat het nodig is U te herinneren aan de precieze formulering waarmee de conferentie van parlementen van de Gemeenschap van november vorig jaar zich in

gelijke zin hierover uitsprak.

Er is een veel eenvoudiger manier voor het regelen van de medebeslissing, een manier die bovendien het voordeel heeft dat zij stoelt op ervaring, namelijk de "constitutional convention" met betrekking tot de essentiële bevoegdheid van ieder democratisch parlement: de begroting.

Ik stel U voor van deze procedure gebruik te maken bij het totstandbrengen van een wetgevend medebeslissingsrecht. Ik heb de ministers van Buitenlandse Zaken gewezen op de voordelen hiervan en ging hierbij uit van het begrip communautaire loyaliteit, een deugd die weliswaar niet is opgenomen in de verdragen maar die van essentieel belang is voor een goed functioneren van de Gemeenschap. Deze procedure heeft het ons namelijk mogelijk gemaakt de EG financieel te saneren. Ik stel U dus voor dit begrotingsmechanisme uit te breiden tot het terrein van de wetgeving: de diverse overlegmogelijkheden moeten optimaal worden benut en de resultaten moeten voor een positieve stemming worden voorgelegd aan de Raad en het Europees Parlement.

Wat de begrotingsvraagstukken betreft verzoek ik U onze bevoegdheden te verruimen. Behalve de instemmingsprocedure over de herziening van de eigen middelen - ter eerbiediging van het beginsel "no taxation without representation" - is het noodzakelijk het beginsel van de eenheid van de begroting en de afschaffing van het huidige onderscheid tussen verplichte en niet-verplichte uitgaven te bekrachtigen, waarmee tevens een veel eenvoudiger procedure tot stand zou komen.

Het door het voorzitterschap ingediende ontwerp-verdrag wijkt hier echter zeer ver vanaf.

Mijnheer de voorzitter,

Democratisering veronderstelt eveneens legitimering van het uitvoerend orgaan van de Gemeenschap. Hiermee verwijs ik naar het democratische draagvlak van de Commissie. Over dit punt zijn wij het bijna eens en ontbreekt er naar onze mening nog slechts een sleutelement: de gelijktijdigheid van de mandaten van het Parlement en de Commissie. Om het belang van de algemene verkiezingen van het Parlement te benadrukken en de Commissie met een democratische navelstreng uit te rusten is het absoluut noodzakelijk dat de gelijktijdigheid van deze mandaten wordt opgenomen in de verdragen.

Om de democratisering volledig te maken moet alles in het werk gesteld worden om de kwaliteit van het politieke debat in Europa te vergroten. De voorzitters van de Europese christen-democratische, socialistische en liberale fracties wensen dat de fracties en hun democratische functie in de verdragen worden erkend. Ik geloof dat ik U niet hoeft te vermoeien met de uiteenzetting van een voorstel dat het mogelijk zou maken dat onze volgende wetgevende periode de afsluiting vormt van een heus Europees politiek debat, waarmee dan eindelijk echte Europese verkiezingen een feit zouden zijn.

Voorts verzoekt het EP U een besluit te nemen dat de 17 miljoen nieuwe burgers van de Gemeenschap in staat zal stellen als Europeanen hun stem uit te brengen.

Mijnheer de voorzitter,

Een Europese Unie is niet mogelijk zonder een nauwe en voortgezette samenwerking tussen het Europees Parlement en de nationale parlementen. Het zou te prijzen zijn als U zich zou laten leiden door de expliciete wens die de conferentie van de parlementen van de Gemeenschap heeft geuit aan het slot van de besprekingen over de onderlinge betrekkingen. Wij zijn vastbesloten om de toch al zeer hechte betrekkingen (sinds de inwerkingtreding van de Europese Akte hebben ruim 100 werkbijeenkomsten plaatsgevonden) verder te versterken en wij zijn het erover eens dat de organisatie van een conferentie van parlementen volledig gerechtvaardigd is nu wordt overlegd over de essentiële richtsnoeren voor de Gemeenschap. U moet echter niet denken dat het probleem van het tweeledige democratische tekort wordt opgelost door een "congres" of "conferentie" te institutionaliseren: de nationale parlementen moeten hun respectieve regeringen controleren en het Europees Parlement moet de Raad van Ministers controleren.

Een nieuw hybride orgaan zou slechts tot grotere verwarring leiden en slechts "de door huwelijk verkregen bezittingen" van de Gemeenschap, oftewel haar intergouvernementele aspecten, symboliseren.

Op 6 december jl., tijdens haar vergadering in Brussel, keurde de Conferentie van parlementsvoorzitters van de Gemeenschap een communiqué goed waarin werd verwezen naar de Slotverklaring van Rome en waarin "de staatshoofden en regeringsleiders werden uitgenodigd bijzondere aandacht te besteden aan de democratische dimensie van de nieuwe plannen voor verdere vooruitgang bij de opbouw van Europa".

Mijnheer de voorzitter,

Het Europees Parlement is de overtuiging toegedaan dat de Gemeenschap trouw moet zijn aan haar uitgangspunten en derhalve moet streven naar een Europese Unie van federale signatuur.

Het zou paradoxaal zijn als U op dit moment zou overgaan tot een wijziging van de Schumann-Verklaring waarbij de conclusies worden geschrapt. Het zou nog erger zijn als deze verheven visie, die in verscheidene van onze grondwetten is verankerd, zou worden versjacherd door het beste van wat de Gemeenschap te bieden heeft van de hand te doen in ruil, tja, in ruil waarvoor eigenlijk?

Tot slot zij het mij vergund terug te keren naar datgene wat aan de oorsprong van de Europese Unie ligt en wat tegelijkertijd de bekroning ervan vormt: het Europese burgerschap, dat voor ons het cement van de Unie vormt. Het burgerschap zal voor al onze medeburgers het bewijs zijn deel uit te maken van een gemeenschappelijk project. En een gemeenschappelijk project veronderstelt dat wij in staat zijn de waarden waarop onze democratische maatschappijen zijn gegrondvest, te verdedigen.

Geconfronteerd met de wederopstanding van de demonen uit het verleden moet de EG met communautaire maatregelen een concrete invulling geven aan de Interinstitutionele Verklaring inzake racisme en vreemdelingenhaat, die in juni 1986 door het EP, de Raad en de Commissie werd ondertekend.

Mijnheer de voorzitter, leden van de Europese Raad, dit is in het kort wat het Parlement van Uw werkzaamheden verwacht. Wij wensen allemaal dat deze vergadering een succes wordt en zijn ons bewust van de moeilijkheden die het totstandkomen van een overeenkomst tussen de Twaalf met zich meebrengt,

hetgeen echter niet betekent dat deze overeenkomst tot iedere prijs moet worden bereikt.

In zijn laatste vergadering verklaarde het Europees Parlement dat, indien de huidige teneur van het ontwerp-verdrag zoals dit door de intergouvernementele conferenties is opgesteld gehandhaafd blijft, het zich genoodzaakt zou zien dit te verwerpen.

Dit recht is niet in de verdragen opgenomen, maar wij zien het als een morele en politieke verantwoordelijkheid om ervoor te zorgen dat U met Uw besluiten de door U aanvaarde historische uitdaging het hoofd kunt bieden.

Indien U door deze zelfde wens geïnspireerd Uw werk voortzet, vertrouw ik erop - en ik wil besluiten met een persoonlijke opmerking nu ik afscheid neem van een Raad die zonder uitzondering bestaat uit bewindslieden die over meer politieke en parlementaire ervaring beschikken dan degene die U nu toespreekt - dat U in staat zult zijn een overeenkomst te bereiken die voor ons allen van vitaal belang zal zijn.

Ik dank U.

DISCURSO DO PRESIDENTE DO PARLAMENTO EUROPEU

EXCELENTÍSSIMO SENHOR ENRIQUE BARON CRESPO

NO CONSELHO EUROPEU DE MAASTRICHT

em 9 de Dezembro de 1991

Senhor Presidente, Senhores Membros do Conselho Europeu,

Há um ano atrás, em Roma, decidiram V. Exas. dar um impulso determinante à Comunidade na via para a União Europeia, com a realização da União Política e da União Económica e Monetária, baseadas na legitimidade democrática e na eficácia das instituições. Fizeram-no, conscientes da necessidade que a Europa dos Doze tem de dar resposta, por um lado, ao impulso firme das nossas sociedades para a União e, por outro, às célere mudanças que a História está a gerar na cena internacional. Naquela altura, contaram com o apoio total e incondicional do Parlamento Europeu.

No plano interno, a ideia-força do Mercado Interno renovada com o Acto Único levou-nos a preparar a etapa seguinte. Graças a isso, a Comunidade é hoje, mais do que nunca, uma força de atracção tanto no Continente Europeu como no resto do Mundo.

Ao converter-se num modelo de integração regional, a Comunidade está a dar origem, à escala continental, ao estabelecimento do espaço económico europeu, criando uma estratégia para futuras adesões e oferecendo uma esperança aos países da Europa Central e Oriental. Além disso, depara-se-nos a integração da zona báltica; o apoio aos esforços de desenvolvimento do espaço mediterrânico; o suporte à antiga União Soviética e a obtenção da paz na Jugoslávia.

À escala mundial, as responsabilidades da Comunidade multiplicam-se: prestar ajuda às iniciativas de integração regional na América Latina e na Ásia, onde a democracia se consolida, apelar à integração em África e, finalmente, no Médio Oriente, onde a Europa é chamada a desempenhar um importante papel. Se, noutros tempos, as nações europeias se lançaram na aventura colonial, hoje, a Europa unida pode e deve contribuir para a criação de uma ordem mundial mais justa.

O alcance dos acontecimentos do ano transacto constitui certamente um incentivo para prosseguirem no bom caminho iniciado em Roma; as Conferências Intergovernamentais centraram os seus trabalhos na preparação desta etapa.

Nos próximos dois dias, poderão V. Exas. retomar o rumo. Para o Parlamento Europeu, a direcção a tomar é a seguinte:

A Comunidade deve, em primeiro lugar, assentar num Tratado unitário e coerente. Para esse efeito, é necessário não romper com uma filosofia baseada numa personalidade jurídica para a União, as Instituições comuns e

procedimentos análogos para a tomada de decisões. Sabemos que a comunitarização imediata de todas as matérias coloca problemas; porém, se é inevitável uma certa progressividade, deveriam V. Exas. assumir desde já compromissos precisos para proceder, o mais rapidamente possível, a uma plena comunitarização das políticas essenciais para a União Europeia.

Em matéria de política externa e de segurança comum, a sua comunitarização é-nos imposta pelos ventos da História. Todavia, a Conferência, em vez de simplificar as coisas quanto a este tema complicou-as. Para a nossa Instituição, compete ao Conselho Europeu decidir sobre os interesses comuns por unanimidade e ao Conselho de Ministros adoptar as medidas de execução por maioria qualificada. E isto, assegurando a co-iniciativa da Comissão e a plena participação do Parlamento Europeu para a sua elaboração e o seu controlo. Perante isto, os Ministros dos Negócios Estrangeiros propõem um mero direito de "informação" ou de "consulta" facultativa, o que significa que seremos inteirados depois de ler a imprensa.

De facto, a opção que se depara a V. Exas. é simples: ou se decidem pela manutenção da cooperação intergovernamental, e então continua a cooperação política, ou abrem a possibilidade, através de um procedimento adequado, a uma verdadeira política externa e de segurança comum, que é a única maneira de a Europa poder estar presente como tal na cena internacional. E isto, admitindo a abordagem gradual e progressiva que permite manter uma certa dose de intergovernamental, para ir avançando passo a passo com base na experiência.

O debate União/UEO - UEO/OTAN apenas serve para dissimular a vontade dos que não pretendem uma identidade europeia para a defesa. Pensamos que é possível, a médio prazo, integrar a UEO na União e acreditamos na complementaridade entre uma defesa europeia autónoma e a OTAN, como esta mesma organização reconheceu na sua recente reunião de Roma. Recordo a V. Exas. que Kennedy falava já há trinta anos da necessidade de um pilar europeu da Aliança Atlântica.

Este mesmo raciocínio é válido para o que se refere à comunitarização das questões de política interna e judiciais.

Quanto à União Económica e Monetária, não insistirei na necessidade de que se coadune com a União Política e com o paralelismo dos procedimentos que o Parlamento deseja em áreas de democratização das Instituições. Salientarei apenas dois aspectos:

Queremos ter a certeza de que o Ecu, moeda única, será uma realidade, quanto antes, e com um voto por maioria qualificada. V. Exas. deveriam evitar as cláusulas liberatórias, o "opting out" nefasto para a nossa empresa comum.

Em segundo lugar, a UEM deve estar ao serviço dos cidadãos e da coesão económica e social, que não deverá converter-se na parente pobre do Tratado. O sistema monetário Europeu, fortalecendo a posição das moedas comunitárias entrelaçadas, e criando um quadro de estabilidade, constitui, de facto, um elemento de coesão que vai muito mais além do que as negociações políticas e do que aquilo de que já beneficiamos. Uma moeda única, sim, porém deve também contribuir para o desenvolvimento harmonioso do conjunto dos Estados e das Regiões da Comunidade. A este propósito, chamo a atenção de V. Exas. para as conclusões da Conferência PE-Regiões da Europa, recentemente realizada.

Ao consagrar a coesão económica e social nos Tratados, V. Exas. convertê-la-

-fo em um dos eixos da União Europeia. Trata-se de diminuir as disparidades económicas através de uma política económica e monetária, fundada nos princípios da progressividade e da capacidade contributiva nesta perspectiva. Permito-me solicitar-lhes que perfilhem a recente proposta da Comissão Europeia.

Por outro lado, o Parlamento Europeu e, também, as forças sociais, não admitem dúvidas quanto à inclusão da política social no campo de acção da União. Se o Conselho Europeu de Maastricht excluir os trabalhadores da integração europeia, estará a consolidar uma Europa com duas classes de cidadãos.

A Comunidade, no seu jogo institucional, deve igualmente satisfazer a exigência democrática fundamental da dupla legitimidade decorrente do duplo voto dos cidadãos.

O nosso postulado é simples: organizar as relações do Parlamento com o Conselho com base no poder legislativo partilhado, a co-decisão legislativa.

Trata-se de uma pedra angular da União Europeia. Não é possível reunir atributos da soberania tão essenciais como os que a UEM e a União Política implicam, sem aceitar conferir ao Parlamento Europeu o papel e os poderes que em qualquer estrutura democrática lhe são inerentes.

A Conferência propõe-nos, no final de um procedimento complicado até ao absurdo, nem mais nem menos do que a exclusão da testemunha importuna. O PE não quer ser a testemunha de uma Comunidade sem alento, antes pelo contrário quer ser um dos protagonistas de uma Europa dos Doze com força e com futuro. Para nós, co-decidir significa decidir conjuntamente. Para uma maioria dos membros da Conferência, co-decisão é sinónimo de direito de rejeição. Que consultem o dicionário. Com efeito este procedimento conduziria ao suicídio político do Parlamento, facto pelo qual proponho a supressão pura e simples da terceira leitura.

Por outro lado, o âmbito de aplicação que se nos oferece reduz-se à sua expressão mais insignificante. Para o PE, todas as decisões tomadas por maioria qualificada pelo Conselho, implicam a co-decisão. Quanto aos procedimentos constitucionais, principalmente os de revisão dos Tratados, e as decisões por unanimidade, deverão obter o parecer favorável do Parlamento Europeu. Não creio necessário recordar-lhes os termos exactos em que a Conferência dos Parlamntos da Comunidade de Novembro do ano passado se pronunciou neste mesmo sentido.

Há uma maneira muito mais fácil de regular a co-decisão, que tem, além disso, a vantagem de se apoiar na experiência, na "constitutional convention", em relação com o poder fundamental de qualquer Parlamento democrático: o orçamento.

Proponho a V. Exas. que aproveitem este procedimento para estabelecer a co-decisão legislativa. Expliquei aos Ministros dos Negócios Estrangeiros as suas vantagens, partindo da noção de lealdade comunitária, virtude que, embora não inscrita nos Tratados, é essencial para o nosso bom funcionamento. Com efeito, permitiu-nos sanear financeiramente a CE. Proponho-lhes, assim, a extensão do mecanismo orçamental ao âmbito legislativo: devem ser utilizadas, ao máximo, as possibilidades da concertação e os seus resultados devem ser objecto de um voto favorável do Conselho e do Parlamento Europeu.

Também a propósito dos temas orçamentais, quero solicitar-lhes que completem as nossas competências. Além do parecer conforme sobre a revisão dos recursos próprios, para tornar realidade o princípio de "no taxation without representation", é necessário afirmar o princípio de unidade orçamental e a abolição da actual distinção entre despesas obrigatórias e não obrigatórias, com a qual ganharíamos também em termos de simplificação do processo.

Porém estamos longe desta situação no projecto de Tratado que a Presidência vos propôs.

Senhor Presidente,

A democratização implica também a legitimação do executivo comunitário. Refiro-me ao apoio democrático da Comissão. Sobre este ponto, estamos muito perto de um acordo, faltando contudo em nossa opinião um elemento chave: a simultaneidade dos mandatos do Parlamento e da Comissão. Para conferir todo o seu sentido à eleição do Parlamento Europeu por sufrágio universal directo, e para que a Comissão tenha um cordão umbilical democrático, é imprescindível que esta coincidência dos mandatos figure nos Tratados.

Para que esta democratização seja completa, deveríamos favorecer tudo o que contribua para melhorar o debate político europeu. Os presidentes dos grupos europeus dos partidos democratas-cristãos, socialistas e liberais desejam ver reconhecidos os partidos políticos e a sua função democrática nos Tratados. Creio que não devo maçá-los com a explicação de uma proposta que torne possível que a nossa próxima legislatura surja de um verdadeiro debate político europeu, com o qual teremos finalmente verdadeiras eleições europeias.

O PE pede igualmente que tomem uma decisão que permita aos dezassete milhões de novos cidadãos da Comunidade votar como europeus.

Senhor Presidente,

Não concebemos a União Europeia sem uma estreita e contínua colaboração entre o Parlamento Europeu e os Parlamentos Nacionais. Agradecia-lhes que confiassem na vontade expressa pela Conferência dos Parlamentos da Comunidade quando estes deliberaram sobre as suas relações comuns. Estamos decididos a reforçar relações que são já bastante sólidas (efectuámos mais de cem reuniões desde a entrada em vigor do Acto Único) e estamos de acordo em que a organização de uma Conferência de Parlamentos se justifica plenamente no momento em que se discutem as orientações essenciais para a Comunidade. Porém, não pretendam resolver o problema do duplo défice democrático institucionalizando um "Congresso" ou uma "Conferência": os Parlamentos Nacionais devem controlar o seu respectivo executivo e o Parlamento Europeu deve controlar o Conselho de Ministros.

A existência de um novo órgão híbrido mais não criaria do que confusão, simbolizando unicamente a Comunidade nos seus aspectos de "bens adquiridos" ou, por outras palavras, intergovernamentais.

Em 6 de Dezembro de 1991, durante a sua reunião realizada em Bruxelas, a Conferência de Presidentes dos Parlamentos da Comunidade aprovou um comunicado recordando os objectivos da sua Declaração final de Roma e "convidando os Chefes de Estado e de Governo a prestarem especial atenção à dimensão

democrática dos novos progressos previstos na construção europeia".

Senhor Presidente,

O Parlamento Europeu está convicto de que a Comunidade deve ser fiel aos seus objectivos iniciais, pelo que deve continuar a avançar para uma União Europeia de tipo federal.

Seria paradoxal que neste momento se procedesse a alterações da Declaração Schuman. Ou pior ainda, que esta nobre expressão, consagrada em várias das nossas Constituições, se convertessem em moeda de regateio, consistindo em arrancar uns quilos da melhor carne comunitária para trocá-las por não se sabe o quê.

Para concluir, permitam-me voltar à fonte da União Europeia, que será ao mesmo tempo a sua coroação. Refiro-me à cidadania europeia, que é para nós o cimento da União. A cidadania será para cada um dos nossos concidadãos o sinal de pertença a um projecto comum. E um projecto comum pressupõe que sejamos capazes de defender os valores nos quais assentam as nossas sociedades democráticas.

Perante o ressurgimento dos demónios do passado, a CE deve concretizar com medidas comunitárias a declaração interinstitucional contra o racismo e a xenofobia que, em Junho de 1996, o PE, o Conselho e a Comissão assinaram.

Eis aqui de forma resumida o que o Parlamento, Senhor Presidente, Senhores Membros do Conselho Europeu, espera do vosso trabalho. Todos desejamos o êxito e estamos conscientes das dificuldades inerentes à obtenção de um acordo entre os Doze, o que não nos autoriza, contudo, que o façamos a qualquer preço.

Na sua última sessão, o Parlamento Europeu declarou que se o projecto de Tratado se mantiver tal como a proposta que surgiu das Conferências Intergovernamentais, se veria obrigado a rejeitá-lo.

Este direito não está consignado nos Tratados, é uma responsabilidade política moral que assumimos para que as vossas decisões possam estar à altura do desafio histórico que aceitaram.

Se V. Exas. continuam animados da mesma vontade, e permitam-me esta nota pessoal no momento da minha despedida perante um Conselho composto, sem excepção, por personalidades com mais experiência política e parlamentar do que este que vos fala, confio em que serão capazes de chegar a um acordo vital para todos.

Muito obrigado.